

## MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES

### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCATP)

**CCATP N° PEGOA2024-006**

#### ***l'Acheteur***

Direction interdépartementale des routes Nord-Ouest

#### ***Représentant de l'acheteur (RA)***

M. le Directeur interdépartemental, par délégation de signature de M. le Préfet coordonnateur des itinéraires routiers, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime, par arrêté n°24-062 du 18/10/2024

#### ***Objet du marché***

CSPS de catégorie 1 dans le cadre de la phase 2 du projet de réparation du viaduc de Calix

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES

## SOMMAIRE

	Pages
<b>ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES – INTERVENANTS.....</b>	<b>4</b>
1-1. Objet du marché et Normes.....	4
1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications.....	4
1-4. Passation des commandes.....	5
1-5. Décomposition en tranches et en lots.....	5
1-6. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	5
1-7. Contrôle des coûts de revient.....	6
1-8. Dispositions générales.....	6
1-9. Ordres de service.....	9
1-10. Intervenants.....	9
<b>ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....</b>	<b>11</b>
2-1. Pièces particulières.....	11
2-2. Pièces générales.....	12
2-3. Engagements unilatéraux.....	12
<b>ARTICLE 3. PRIX – VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES. 12</b>	
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	12
3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes.....	12
3-3. Variation dans les prix.....	15
<b>ARTICLE 4. DÉLAI D'EXÉCUTION – PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES.....</b>	<b>16</b>
4-1. Délai d'exécution.....	17
4-2. Pénalités pour retard d'exécution.....	17
4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution.....	17
4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations.....	18
<b>ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....</b>	<b>18</b>
5-1. Retenue de garantie.....	18
5-2. Avances.....	18

<b>ARTICLE 6. AUTORITÉ – MOYEN – CONDITIONS D’EXÉCUTION.....</b>	<b>19</b>
<b>6-1. Autorité du coordonnateur SPS.....</b>	<b>19</b>
<b>6-2. Moyens donnés au coordonnateur SPS.....</b>	<b>20</b>
<b>6-3. Conditions d’exécution.....</b>	<b>21</b>
<b>ARTICLE 7. RÉCEPTION – ACHÈVEMENT DE LA MISSION.....</b>	<b>22</b>
<b>7-1. Admission.....</b>	<b>22</b>
<b>7-2. Achèvement de la mission.....</b>	<b>23</b>
<b>7.3 Garantie des prestations.....</b>	<b>23</b>
<b>ARTICLE 8. RÉSILIATION.....</b>	<b>23</b>
<b>ARTICLE 9. CLAUSES TECHNIQUES.....</b>	<b>24</b>
<b>9-1. Principes généraux.....</b>	<b>24</b>
<b>9-2. Spécificités techniques de l'opération.....</b>	<b>25</b>
<b>9-3. Décomposition de la mission en phase de conception.....</b>	<b>25</b>
<b>9-4. Décomposition de la mission en phase de réalisation.....</b>	<b>27</b>
<b>9-5. Prestation Supplémentaire Éventuelle « Référent crise sanitaire ».....</b>	<b>29</b>
<b>ARTICLE 10. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....</b>	<b>29</b>

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES

*Dans tout ce document, le Code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.*

## ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES – INTERVENANTS

### **1-1. Objet du marché et Normes**

Conformément aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, la présente consultation porte sur la réalisation d'une mission de coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (SPS) relative à l'opération d'infrastructure de catégorie 1 au sens de l'article R.4532-1 du Code du Travail.

La mission est entendue en phase études (à partir du PRO, études de projet) et en phase travaux (jusqu'à la fin de la GPA, garantie de parfait achèvement).

Cette prestation s'inscrit au sein de la phase 2 du projet de réparation du viaduc de Calix. Cette phase de travaux comprend notamment, le renforcement structurel des caissons précontraints, l'adaptation du joint Cantilever et le changement des appareils d'appui des culées.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : Viaduc de Calix, situé sur la route nationale 814 sur le territoire de la ville de Caen (Département du Calvados).

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes. La référence des normes applicables figure dans l'annexe technique.

### **1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications**

#### **1-2.1. Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché**

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter l'acheteur auprès du titulaire :

1. Le chef du service des politiques et des techniques ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :
  - a) Réception des communications du titulaire avec l'acheteur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications de l'acheteur faisant courir un délai (article 3.1 du CCAG) ;
  - b) Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG) ;
  - c) Signature et notification, en tant que représentant de l'acheteur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 30 du CCAG).

2. Le chef de pôle entretien et gestion des ouvrages d'art du service des politiques et des techniques pour assumer les fonctions suivantes :

- a) Réception de la demande de paiement (article 11.5 du CCAG) ;
- b) Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG) ;
- c) Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
- d) Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
- e) Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (articles 28 et 29 du CCAG).

### **1-2.2. Formes des notifications**

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le maître d'ouvrage procédera à la notification de toutes les informations au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire) par courriel. Le destinataire devra adresser un courriel en retour, valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, la date et l'heure de réception mentionnées sur le récépissé de transmission du courriel sont considérées comme celles de la notification.

Dans le cas où le destinataire n'accuserait pas réception de l'information dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai(s) celui-ci(ceux-ci) commence à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

### **1-4. Passation des commandes**

Sans objet.

### **1-5. Décomposition en tranches et en lots**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, les prestations ne sont pas réparties en lots.

### **1-6. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel**

#### **1-6.1** Obligations de confidentialité

En application de l'article 5.1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion

concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4-3.5 du CCATP

### **1-6.2. Sites sensibles**

Le viaduc de Calix se situe dans le périmètre du plan particulier d'intervention des Dépôts de pétrole côtiers de Mondeville (1 415 m autour du dépôt). Le DPC est un établissement classé SEVESO seuil haut au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le titulaire s'engage à prendre connaissance des documents d'information et à prendre en compte les mesures de sécurité nécessaires dans le cadre de l'établissement de son projet et du suivi des travaux.

Il est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution ou documents divers qui lui seront remis par le maître d'ouvrage ou de l'acheteur en vue de l'exécution du marché, ou pour toute autre cause.

Le titulaire et son personnel ne peuvent être admis à pénétrer et à circuler dans l'établissement qu'après s'être munis de titres d'accès spéciaux qui leur seront délivrés sur leur demande et à leurs frais, pour la durée du marché, par les services de sécurité. La demande sera présentée au service compétent dans les délais qui seront notifiés.

Le titulaire devra supporter toutes les conséquences qu'entraînerait tout refus de laissez-passer que les services auront jugé utile, sans que ces derniers aient à en faire connaître le motif.

### **1-6.3 RGPD (Règlement général sur la protection des données)**

En application de l'article 5.2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4-3.6 du présent CCATP.

## **1-7. Contrôle des coûts de revient**

Sans objet.

## **1-8. Dispositions générales**

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

**1-8.1.** La phase de conception peut faire l'objet de documents partiels successifs. Dans cette hypothèse, l'ensemble des dispositions du présent marché se rapporte à chaque dossier partiel ou global soumis au coordonnateur SPS ou établi par lui-même.

## **1-8.2.** Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même quel que soit leur rang, sur simple demande du représentant de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du représentant de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 41 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

## **1-8.2.** Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

### **1-8.2.1. Intervenants étrangers**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code

du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

#### 1-8.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

##### a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

##### b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre à l'acheteur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du Code du travail, concernant :
  - les salariés détachés par ses soins ;
  - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, l'acheteur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG.

#### 1-8.3. Assurances

Les titulaires doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Leurs polices doivent apporter des garanties suffisantes en fonction de l'objet et des caractéristiques du marché.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9.2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance. Ils doivent adresser ces attestations à l'acheteur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de l'acheteur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes.



#### **1-8.4.** Sous-traitants

Sous réserve des dispositions de l'article 6-3 ci-après et par dérogation à l'article 3.6 du CCAG, le titulaire s'engage à exécuter par ses propres moyens l'intégralité de la mission due au titre du présent marché.

#### **1-8.5.** Réalisation de prestations similaires

L'acheteur se réserve la possibilité de confier au titulaire la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché, après passation d'un ou de plusieurs marchés négociés en application de l'article R.2122-7 du CCP.

Ces prestations similaires pourraient être mises en place dans le cadre du projet global Calix comprenant la sécurisation, la réhabilitation de l'extrados ou la mise aux normes de l'assainissement.

#### **1-8.6.** Clauses sociales et environnementales

##### **1-8.6.1. Clauses sociales**

Sans objet.

##### **1-8.6.2. Clauses environnementales**

Conformément à l'article n° 16.2 du CCAG, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

Ces conditions sont les suivantes :

- la mise en œuvre de mesures par le candidat pour répondre aux enjeux environnementaux et réduire l'empreinte carbone de son activité liée au présent marché, ceci conformément à sa politique RSE ;
- la fourniture d'un bilan des émissions de gaz à effet de serre liée à la réalisation des prestations du présent marché.

#### **1-8.7.** Propriété intellectuelle

Les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

### **1-9. Ordres de service**

L'ordre de service est la décision de l'acheteur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant de l'acheteur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

### **1-10. Intervenants**

#### **1-10.1.** Mandataire du maître de l'ouvrage

Monsieur le directeur de la **Direction Interdépartementale des Routes Nord-Ouest**

### **1-10.2.** Conduite d'opération

La fonction de conduite d'opération est assurée par le **service des politiques et des techniques de la Direction Interdépartementale des routes Nord-Ouest**.

Pour l'exécution du marché, le conducteur d'opération est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par le chef de service des politiques et des techniques ou son représentant.

### **1-10.3.** Maîtrise d'œuvre

Le maître d'œuvre est : Groupement **EGIS / SITES**

15 avenue du Centre – CS 20 538 – GUYANCOURT

78 286 SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES CEDEX

Il est chargé des missions :

- PRO études de projet ;
- ACT assistance à maîtrise d'ouvrage pour la passation de contrats de travaux ;
- VISA examen de la conformité au projet et visa des études d'exécution réalisées par l'entrepreneur ;
- DET direction de l'exécution des travaux ;
- OPC ordonnancement, pilotage et coordination des travaux (tranche optionnelle) ;
- AOR assistance à maîtrise d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement prévue par l'article 44.1 du CCAG Travaux.

La mission intègre les obligations relatives à la gestion des Déchets de Chantier au sens des articles L541-1 à L541-50 et L542-1 à L542-14 du Code de l'Environnement et de ses textes d'application.

- Mission complémentaire 1 ou MC1 appropriation de l'avant-projet de réparation des ouvrages d'art comprenant d'une part, la validation des hypothèses de recalcul et d'autre part, la vérification des éléments suivants : le tracé de la précontrainte additionnelle, le dimensionnement des massifs d'ancrage et des boutons/tirants, la vérification de la diffusion des efforts et l'étude du Cantilever (conditions d'appui et renforcement), sans toutefois reprendre le calcul de la flexion générale de l'ouvrage ;
- Mission complémentaire 2 ou MC2 établissement et suivi du dossier d'exploitation sous chantier en phases PRO et DET ;
- Mission complémentaire 3 ou MC3 gestion des interfaces avec les gestionnaires des réseaux routiers, ferrés et maritimes ainsi que les industriels situés aux environs du viaduc, notamment dans le cadre des restrictions de circulation et des déviations à mettre en œuvre et/ou de l'emprise des installations de chantier et moyens d'accès ;
- Mission complémentaire 4 ou MC4 réalisation de l'inspection détaillée initiale après la fin de l'opération et constitution d'un dossier d'ouvrage selon les recommandations du fascicule 1 de l'ITSEO ;
- Mission complémentaire 5 ou MC5 contrôle renforcé dans le cadre de la mission VISA avec vérification complète des notes de calcul et des plans d'exécution, notamment du tracé de la précontrainte (y compris le contrôle détaillé de la cotation et de l'ordre de mise en tension des câbles) et de la reprise des conditions d'appui au niveau du Cantilever ;
- Mission complémentaire 6 ou MC6 suivi particulier des points sensibles nécessitant une présence permanente et la tenue d'un journal de chantier, notamment la mise en tension des câbles, les interventions sur le Cantilever et le vérinage des culées ;
- Mission complémentaire 7 ou MC7 gestion des échanges documentaires du marché de MOE et du/des contrats de travaux.

Dans la suite du présent marché, les éléments de mission de maîtrise d'œuvre "Avant-projet", "Projet" et "Assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des Marchés de Travaux" sont désignés "**Elément AVP**", "**Elément PRO**" et "**Elément ACT**".

#### **1-10.4. Contrôle technique**

Le Cerema assurera une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage et notamment le contrôle extérieur des études.

L'Ingénieur Général « Ouvrages d'Art » assurera une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage et notamment le contrôle extérieur des études, en tant que président du comité technique national du viaduc de Calix.

Les contrôles extérieurs en phase travaux seront définis ultérieurement. Les missions confiées seront relatives aux contrôles des matériaux entre autres.

#### **1-10.5. Ordonnancement, Pilotage et Coordination du Chantier**

L'OPC est confié au maître d'œuvre.

#### **1-10.6. Autres intervenants**

La mission spécifique d'assistance à maîtrise d'ouvrage exploitation est réalisée par le groupement conjoint **LOMBARDI INGENIERIE SAS / CITEC**.

Elle a notamment pour mission de définir les scénarios d'exploitation générant le minimum de gêne aux usagers pour l'ensemble des phases du « projet Calix ».

Par ailleurs, le district Manche Calvados assurera une mission le contrôle des dispositions d'exploitation sous chantier.

Les gestionnaires des réseaux routiers, ferrés et maritimes situés aux environs du viaduc seront associés aux démarches liées à l'exploitation sous chantier, notamment dans le cadre des restrictions de circulation et des déviations à mettre en œuvre et/ou de l'emprise des installations de chantier et moyens d'accès.

Les services du ministère en charge de la transition écologique et de l'intérieur donneront un avis sur les demandes d'autorisation administratives (arrêt de circulation).

La liste des intervenants sera transmise ultérieurement.

## **ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

### **2-1. Pièces particulières**

- L'**acte d'engagement** et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi (daté et signé par les représentants habilités des parties) ;
- Le présent **Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (CCATP)** et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi ;

- Le **SOPAQ** ;
- La **Décomposition du Prix Global Forfaitaire**.

## **2-2. Pièces générales**

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106874A)
- Les pièces à caractère réglementaire, normatif ou valant recommandations cités dans le présent CCATP ;
- Les documents techniques de référence dans les domaines de prestation, objet du présent marché.

## **2-3. Engagements unilatéraux**

À l'appui de son offre, le titulaire a présenté le document suivant :

- L'offre technique du titulaire.

Ces documents constituent des engagements unilatéraux de sa part vis-à-vis de l'acheteur qui pourra par conséquent à tout moment, exiger de l'entrepreneur le strict respect des dispositions contenues dans ce document.

En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux de l'entrepreneur, ils ne lui confèrent pas droits, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens effectivement mis en œuvre pour réaliser les ouvrages différeraient de ceux qu'il avait décrits dans ses documents.

## **ARTICLE 3. PRIX – VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES**

### **3-1. Tranche(s) optionnelle(s)**

Sans objet.

### **3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes**

#### **3-2.1. Contenu des prix**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

#### **3-2.2.** Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par un prix global forfaitaire. Ce prix comprend toutes les prestations et interventions nécessaires jusqu'à l'achèvement de la mission.

**3-2.3.** Le présent marché est constitué des éléments de mission suivants :

Elément	Contenu
C1	Études de conception détaillées (avis sur PRO)
C2	Passation des marchés de travaux (avis sur DCE)
C3	Production et mise à jour du PGCSPS (à intégrer aux DCE)
C4	Assistance à la passation des contrats de travaux

Elément	Contenu
R1	Préparation de chantier
R2	Suivi des travaux
R3	Période de Garantie de Parfait Achèvement

Elément	Contenu
n° PSE-1	Mission de référent sanitaire pour le compte du MOA

qui sont considérés comme des parties techniques au sens de l'article 22 du CCAG.

**3-2.3.** Modalités du règlement des comptes du marché

Le titulaire n'accepte pas la carte d'achat.

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG. La périodicité des règlements sera mensuelle.

**3-2.4.** Modalités de transmission et de paiement

3-2-4-1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché ;
- Le numéro de SIRET de l'État ;
- Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché » ;
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

### 3-2-4.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

### 3-2.5. Rythme de règlement

En vue du règlement des sommes dues au titre du marché, le titulaire présentera des demandes d'acomptes après achèvement de chacun des éléments constitutifs de la mission tels qu'ils sont définis aux articles 3.2.3 ci-dessus et 3 de l'acte d'engagement.

Toutefois ces prestations doivent être réglées partiellement avant l'achèvement, dans le cas où leur délai d'exécution est important afin que l'intervalle entre deux acomptes successifs n'excède pas trois mois ou un mois à la demande du titulaire (article R2191-22 du CCP). Dans ce cas, la demande d'acompte établie par le titulaire indique le pourcentage de l'avancement de sa mission. Elle est accompagnée du compte rendu d'avancement. Ce pourcentage, après accord du RMO, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

Le règlement des sommes dues au titulaire pour l'exécution des éléments de mission définis à l'article 3.2.2 ci-dessus, fait l'objet d'acomptes et d'un solde dans les conditions suivantes :

#### Élément(s) Projet - C1 :

(1)	Exigibilité
70 %	Après réception des études par le maître d'ouvrage.
30 %	À la validation des livrables par le maître d'ouvrage.

#### Élément ACT - C2 :

(1)	Exigibilité
60 %	Après validation par le maître d'ouvrage du Dossier de Consultation des entreprises (DCE).
20 %	À la validation du rapport de l'analyse des offres.
20 %	Après la mise au point des marchés de travaux.

#### Élément préparation de chantier - R1 :

(1)	Exigibilité
100 %	En fonction de l'avancement des visas sous forme de demandes de paiements mensuels proportionnellement au montant des études exécutées depuis le début du marché de travaux.

#### Élément travaux - R2 :

(1)	Exigibilité
100 %	En fonction de l'avancement des travaux sous forme de demandes de

(1)	Exigibilité
	paiements mensuelles proportionnellement au montant des travaux exécutés depuis le début de chaque marché de travaux.

Élément GPA - R3:

(1)	Exigibilité
70 %	En fonction de l'avancement de la levée des réserves sous forme de demandes de paiements mensuelles proportionnellement au montant des travaux exécutés depuis le début de chaque marché de travaux.
30 %	Après la fin du délai de garantie de parfait achèvement du (dernier) marché de travaux prévue par l'article 44.1 du CCAG Travaux ou à l'issue de la prolongation que le maître d'ouvrage pourrait décider en application l'article 44.2 dudit CCAG

Élément – Référent sanitaire – PSE1 :

(1)	Exigibilité
100 %	En fonction de l'avancement des travaux sous forme de demandes de paiements mensuelles proportionnellement au montant des travaux exécutés depuis le début de chaque marché de travaux.

(1) Pourcentage du montant de l'élément de mission pour la prestation.

### **3-3. Variation dans les prix**

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

La variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues et, par dérogation à l'article 15.3 du CCAG, aux primes.

**3-3.1.** Les prix sont révisables par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

**3-3.2.** Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement.

Ce mois est appelé « mois zéro » ( $m_0$ ).

### **3-3.3.** Choix de l'index de référence

L'index de référence **I** choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet du marché est l'index **ING Ingénierie** publié par l'INSEE.

### **3-3.4.** Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision  $C_n$  applicable pour le calcul de l'acompte versé le mois  $n$  est donné par la formule :

$$C_n = (I_{n-3} / I_{0-3})$$

avec :  $I_{0-3}$  = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois d'établissement des prix moins 3 mois ;

$I_{n-3}$  = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois de la date fixée pour la périodicité de mise en œuvre de la clause de révision moins 3 mois.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

### **3-3.5.** Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par l'acheteur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par l'acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

## **ARTICLE 4. DÉLAI D'EXÉCUTION – PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES**

Par dérogation à l'article 14.1.3, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, le montant total des pénalités de retard appliquées au



titulaire ne peut excéder 20 % du montant total hors taxes du marché.

#### **4-1. Délai d'exécution**

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

#### **4-2. Pénalités pour retard d'exécution**

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à l'article 14.1.1 du CCAG

##### **4-2.1. Pénalités pour retard d'exécution**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, le délai minimum pendant lequel le titulaire peut présenter des observations est de 5 jours.

Le calcul du nombre de jours de retard, commence le lendemain de la date limite et s'achève la veille de la date réelle de remise du document.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, en cas de retard dans l'exécution des délais distincts écrits dans l'AE, les pénalités forfaitaires et/ou journalières suivantes s'appliquent :

Désignation	Tâche	Délai	Pénalité journalière
Études de conception détaillées	Avis sur PRO	15 jours	500,00 €
Passation des marchés	Avis sur DCE	15 jours	500,00 €
Production et mise à jour du PGCSPS (à intégrer aux DCE)	Production du PGCSPS	15 jours	500,00 €
Assistance à la passation des contrats de travaux	Avis sur les offres	5 jours	100,00 €
Préparation de chantier	Avis sur document	5 jours	100,00 €
Suivi des travaux	CR réunion	5 jours	100,00 €
	CR inspection commune	5 jours	100,00 €
	DIUO	30 jours	500,00 €
Période de Garantie de Parfait Achèvement	Avis sur document	5 jours	100,00 €
Mission de référent sanitaire à réaliser pour le compte de la MOA	Avis sur document	5 jours	500,00 €

#### **4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution**

##### **4-3.1. Pénalité pour absence lors d'une intervention**

Le titulaire encourt, en cas d'absence lors d'une intervention sur site (titulaire dûment prévenu), une pénalité forfaitaire de 500 €.

#### **4-3.2. Pénalité pour absence lors d'une réunion**

Le titulaire encourt, en cas d'absence lors d'une réunion (titulaire dûment prévenu), une pénalité forfaitaire de 250 €.

#### **4-3.3. Pénalité pour non-respect d'une clause de SOPAQ et/ou PAQ validé**

Le titulaire encourt, en cas de non-respect d'une clause de SOPAQ et/ou PAQ validé, une pénalité forfaitaire de 100 €.

#### **4-3.4. Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité des travailleurs / non-respect des conditions de sécurité**

Le titulaire est tenu de respecter le plan de sécurité mis en place pour l'accès à l'ouvrage et la réalisation des prestations.

En cas de non-respect par le titulaire des prescriptions de l'article 6-3 du présent CCATP, une pénalité journalière de 1 000 € est appliquée, après constatation par le chef de l'entreprise utilisatrice ou son représentant habilité et sans mise en demeure préalable, tant que le titulaire ne remplit pas ses obligations.

#### **4-3.5 Pénalité pour non respect des clauses de confidentialité**

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-6.1 du CCATP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 €.

#### **4-3.6 Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD**

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1-6.3 du CCATP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 €.

#### **4-3.7 Autres pénalités**

En cas de retard ou de défaut de fourniture des documents prévus au CCAP ou au CCTP, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 500 €.

Est notamment sanctionnée à ce titre, la non remise du bilan des émissions de gaz à effet de serre dans un délai d'un mois après exécution du marché.

### **4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations**

Sans objet.

## **ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ**

### **5-1. Retenue de garantie**

Sans objet.

### **5-2. Avances**

Les avances sont régies par l'option A de l'article 11.1 du CCAG.

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à 35 % du montant initial TTC du marché si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 35 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 4.1 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65 % du montant initial TTC du marché. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des **titulaires groupés conjoints**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

## **ARTICLE 6. AUTORITÉ – MOYEN – CONDITIONS D'EXÉCUTION**

### **6-1. Autorité du coordonnateur SPS**

Le coordonnateur SPS doit informer le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des manquements graves aux obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. Il est fait mention de ces violations dans le Registre Journal de la Coordination (RJC). Cette information doit être confirmée par écrit.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures à prendre pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au registre journal. Les reprises décidées par le maître de l'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

En cas de risques graves et immédiats, le coordonnateur SPS a autorité pour arrêter tout ou partie du chantier si les règles de sécurité, définies par le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) et lors des réunions du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT) mettant en cause directement la vie des ouvriers, des usagers ou des riverains, ne sont pas respectées. Le coordonnateur SPS dispose alors d'un délai de 24 heures pour donner son accord de reprise des travaux après examen des mesures prises par l'entreprise. Le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre, les organismes de contrôle associés (CRAM, Inspection du Travail, OPPBTP) et le contrôle extérieur si nécessaire, sont tenus informés immédiatement ainsi que le(s) responsable(s) de l'/des entreprise(s) de tout arrêt des travaux en précisant la date, l'heure et les raisons de cet arrêt.

Tout différent entre le coordonnateur SPS et l'un des intervenants cités à l'article 1 du présent Cahier des Clauses Particulières est soumis au maître de l'ouvrage.

## **6-2. Moyens donnés au coordonnateur SPS**

### **6-2.1** Libre accès

Le coordonnateur SPS a libre accès :

- au chantier en respectant les principes de sécurité ;
- aux bureaux de chantier et au matériel mis à disposition du maître d'œuvre pour ses différentes réunions.

### **6-2.2** Obligations du maître de l'ouvrage

Le maître de l'ouvrage communique au coordonnateur SPS :

- le(s) nom(s) et coordonnées du/des chef(s) d'établissement(s) dont les activités interfèrent avec le chantier ;
- au fur et à mesure de leur désignation, les noms et missions des intervenants mentionnés à l'article 1 du présent CCP ainsi que des entrepreneurs et de leurs sous-traitants éventuels. Ils tiennent à sa disposition leurs contrats ;
- la liste, tenue à jour, des personnes qu'il a autorisées à accéder au chantier ;
- la décision de constitution du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT) ainsi que ses compléments éventuels.

Le maître de l'ouvrage remet au coordonnateur SPS :

- tous les documents nécessaires à l'établissement du Dossier d'Intervention Ultime des Ouvrages (DIUO), notamment :
  - le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) dès qu'il est établi, comprenant notamment les notices de fonctionnement et les prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipement mis en œuvre ;

Le maître de l'ouvrage l'informe des réunions qu'il organise auxquelles le coordonnateur est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée. Ce dernier est destinataire des comptes rendus de ces réunions.

### **6-2.3** Dispositions prises par le maître de l'ouvrage

Le maître de l'ouvrage prend toute disposition pour faire communiquer au coordonnateur SPS :

- avant de les approuver, tous les documents d'étude relatifs aux "Elément PRO" ;
- l'ensemble des documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- tous les documents d'exécution des ouvrages ;
- les calendriers de l'exécution de l'ensemble des travaux y compris les travaux de levées de réserve ;
- l'ensemble des documents et ordres de services relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la copie des déclarations d'accidents de travail ;
- par les différents cocontractants du maître de l'ouvrage, la liste, tenue à jour, des personnes qu'ils autorisent à accéder au chantier ;
- par les différents titulaires des contrats de travaux qu'il a conclus, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- par les entreprises, le nom de leurs représentants siégeant au Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT) ;

Le maître de l'ouvrage prend également toute mesure pour que soit informé le coordonnateur SPS :

- de toutes les réunions organisées par le maître d'œuvre ou le responsable de l'OPC auxquelles il est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée ;
- Il est destinataire des comptes rendus de ces réunions ;
- de l'intervention de toute entreprise au titre de la « Garantie de Parfait Achèvement » (GPA) prévue par l'art. 44.1 du CCAG Travaux.

Il prend également toute disposition pour que le coordonnateur SPS puisse se faire communiquer tout autre document et information, nécessaires au bon déroulement de sa mission, par les différents intervenants concernés (entreprises, maître d'oeuvre, bureau de contrôle technique, etc.) et en particulier :

- les mesures d'organisation générale du chantier envisagées par le maître d'œuvre en vue de leur intégration dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé (PGCSPS) ;
- par l'entreprise, tout document qu'il juge utile pour examiner les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (PPSPS).

### **6-3. Conditions d'exécution**

À compter des dates fixées à l'article 3 du décret n° 94-1159 du 26/12/1994 modifié, la personne physique désignée par le titulaire pour exercer la mission de coordination en matière de SPS doit, en permanence pendant toute la durée du marché, posséder l'attestation requise par l'article R.4532-31 du Code du Travail sous peine de résiliation immédiate du marché aux torts du titulaire.

Le titulaire s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché ou de la phase conception ou de la phase réalisation, la même personne physique comme coordonnateur SPS.

Le titulaire ne peut remplacer la personne physique qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle-ci, qui n'est pas du fait du titulaire.

La nouvelle personne physique affectée à la mission par le titulaire doit être acceptée par le maître de l'ouvrage.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG :

- le titulaire propose au maître de l'ouvrage une nouvelle personne physique dans un délai de 7 jours à compter de la date d'envoi de l'avis prévu au premier alinéa de l'article 3.4.3 du CCAG ;
- l'accord du maître de l'ouvrage sur l'identité de la nouvelle personne physique désignée doit être impérativement formalisé par une décision écrite du RPA. Cette substitution de la personne physique fait ensuite l'objet d'un avenant ;
- si le maître de l'ouvrage refuse le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours à compter de ce refus pour lui proposer une autre personne physique. À défaut ou si le maître de l'ouvrage récusé également ce remplaçant, la résiliation du marché est prononcée dans les conditions de l'article 39 du CCAG.

Le coordonnateur SPS, ou à défaut le titulaire, assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus, à tout nouveau coordonnateur désigné pour le remplacer ou lui succéder, ou à défaut au maître de l'ouvrage.

Il établit pour cela un procès verbal dans un délai de 5 jours à compter de la demande du maître

de l'ouvrage.

Le nouveau coordonnateur SPS accuse réception de l'ensemble des documents relatifs à la Sécurité et la Protection de la Santé des travailleurs.

L'accès aux différents ouvrages d'art est interdit aux personnes extérieures. Tout nouveau personnel du titulaire ne peut donc intervenir sur site sans accord préalable de l'acheteur.

### **6-3.1** Phase conception

**Dès la notification du marché et à la demande du RPA**, le coordonnateur SPS participe à toutes les réunions nécessaires à la bonne exécution de sa mission lors de la phase de conception, d'étude et d'élaboration du projet.

La quantité de réunion est estimée à 1 à 2 réunions par mois.

### **6-3.2** Phase réalisation

**Dès que le programme d'exécution des travaux est établi**, le coordonnateur SPS remet au maître de l'ouvrage son programme prévisionnel d'intervention sur le chantier.

En tout état de cause il participe à toutes les réunions, en particulier de chantier, nécessaires à la bonne exécution de sa mission.

À la fin de chaque mois, il remet au maître de l'ouvrage un compte-rendu de l'avancement de l'exécution de sa mission, y compris les compte-rendus de visites de chantier, programmées ou inopinées.

La quantité de visite est estimée à 1 par semaine, en sus de la participation aux réunions de chantier et de la visite qui est réalisée à cette occasion.

Sur la base des compte-rendus mensuels, un point détaillé sur l'exécution de la mission du coordonnateur SPS est fait trimestriellement entre le maître de l'ouvrage, ou son représentant, et le titulaire du marché.

Dès l'ouverture du chantier, un exemplaire du Registre Journal de la Coordination et du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé sont consultables à l'adresse suivante :

- sur le site des travaux, aux installations de chantier mises à la disposition du maître d'œuvre de l'opération ;
- à l'adresse du titulaire du présent marché figurant à l'article premier de l'acte d'engagement.

## **ARTICLE 7. RÉCEPTION – ACHÈVEMENT DE LA MISSION**

### **7-1. Admission**

L'approbation consiste en l'acceptation par l'acheteur des prestations conformes aux prescriptions du marché.

Les décisions relatives à cette admission doivent intervenir avant l'expiration du délai de vérification fixé à 15 jours.

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par l'acheteur de ces documents.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus (30 jours), la prestation est considérée comme admise avec effet à compter de l'expiration du délai (admission tacite).

### **7-1.1 Réfaction**

Par dérogation à l'article 29.3 du CCAG la décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire. Lorsque l'acheteur estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Le titulaire dispose d'un mois pour présenter ses observations ou adresser une lettre de réclamation au sens de l'article 29.3 du CCAG ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de l'acheteur. Si le titulaire formule des observations, l'acheteur dispose ensuite d'un mois pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification dans ce délai, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

### **7-1.2 Ajournement**

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le titulaire dans un délai fixé par le représentant de l'acheteur et soumis aux dispositions de l'article 4-2 ci-dessus.

Par dérogation au 3<sup>e</sup> alinéa de l'article 29.2 du CCAG, le silence de l'acheteur ne vaut pas décision de rejet des prestations.

Suite à une décision d'ajournement, le représentant de l'acheteur dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

### **7-1.3 Rejet**

Suite à une décision de rejet, le RA dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

## **7-2. Achèvement de la mission**

La prestation du coordonnateur SPS s'achève à la plus tardive des deux dates suivantes :

- la date de remise du DIUO définitif (du dernier ouvrage) au maître d'ouvrage ;
- la date de levée de la dernière réserve (du dernier ouvrage).

Toutefois, l'arrêt d'exécution des prestations peut être décidé conformément aux dispositions de l'article 22 du CCAG après l'exécution de chaque élément de mission.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie, sur demande du titulaire, par le RMO dans les conditions de l'article 29 du CCAG et constatant qu'il a rempli toutes ses obligations.

## **7.3 Garantie des prestations**

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée, est fixé par décision de l'acheteur après l'avoir consulté.

## **ARTICLE 8. RÉSILIATION**

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le représentant de l'acheteur des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par

l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

À défaut, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 39.1 i) du CCAG.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 39 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 39.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision de l'acheteur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, l'acheteur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39.2 du CCAG.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

## **ARTICLE 9. CLAUSES TECHNIQUES**

### **9-1. Principes généraux**

Le coordonnateur SPS veille à ce que les principes généraux de prévention visés par les articles L.4531-1 et 2 du Code du Travail soient effectivement mis en œuvre.

Le coordonnateur SPS ne peut se substituer aux autres intervenants pour l'exécution des missions qui leur incombent notamment dans le domaine de la sécurité et de la protection de la santé des travailleurs, sous réserve des dispositions de l'article 6 du présent Cahier des Clauses Particulières.

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du Code du Travail, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.



## **9-2. Spécificités techniques de l'opération**

L'attention du coordonnateur SPS est attirée sur le fait que les travaux pour lesquels la présente mission de coordination SPS est passée alors que la circulation sur la RN 814 (boulevard périphérique nord de Caen) sera maintenue en exploitation et que le phasage des travaux afin de maintenir le service aux usagers pourra entraîner des travaux de nuit et/ou en jour non ouvré (week-end).

## **9-3. Décomposition de la mission en phase de conception**

### **9-3.1. Modalités pratiques de coopération**

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché, le coordonnateur SPS propose au maître de l'ouvrage les modalités pratiques de sa coopération avec les autres intervenants pour exécuter sa mission.

Sur la base de ces propositions, le maître de l'ouvrage arrête les modalités pratiques de coopération dans un document joint aux contrats conclus avec les différents intervenants, y compris au présent marché.

### **9-3.2. Registre Journal de la Coordination (RJC)**

Conformément aux articles R.453211 à 16 du Code du Travail, le coordonnateur SPS ouvre le Registre Journal de la Coordination.

Le registre journal se présente comme un cahier à pages numérotées et dans lequel le coordonnateur SPS consigne dans leur ordre chronologique et fait viser par les intéressés et le maître d'œuvre tous les événements liés à la Sécurité et la Protection de la Santé des travailleurs.

Ce cahier est complété par des annexes auxquelles il est fait référence.

En phase de conception, sont consignés :

- tous les avis, observations ou notifications qu'il juge nécessaire de faire, ainsi que les réponses éventuelles ;
- tous les événements intéressant la prévention et notamment les avis émis sur les dossiers d'étude et les suites qui leur sont données.

Au plus tard à la fin de chaque mois ou dès qu'il le juge nécessaire, le coordonnateur SPS transmet au maître de l'ouvrage et au maître d'œuvre les compléments apportés au RJC depuis le dernier envoi.

### **9-3.3. Interférence avec les activités d'exploitation**

Les travaux portant sur des ouvrages en exploitation ou situés à proximité d'activités extérieures d'exploitation, le maître de l'ouvrage et le coordonnateur SPS prennent les mesures édictées par l'article R.453214 1° du Code du Travail.

Suite à l'inspection commune avec le(s) chef(s) d'établissement(s) concerné(s) et après concertation avec lui/eux, le coordonnateur SPS propose au maître de l'ouvrage les mesures à prendre pour tenir compte des activités d'exploitation du site. Après accord du maître de l'ouvrage, le coordonnateur insère ces mesures dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le coordonnateur SPS propose également au maître de l'ouvrage les dispositions à soumettre à l'autorité compétente pour qu'elle arrête les conditions particulières d'exploitation de l'établissement ou de l'ouvrage pendant les travaux.

#### **9-3.4.** Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS)

Son cadre est défini par les articles R.453244 à 46 du Code du Travail.

Dans un délai de 15 jours après la notification du présent marché, le coordonnateur SPS communique au maître de l'ouvrage un exemplaire du plan général qui définit les principales mesures de prévention.

#### **9-3.5.** Accès au chantier

Le coordonnateur SPS détermine dans le PGCSPS les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.

#### **9-3.6.** Mesures de sécurité du chantier

Le coordonnateur SPS définit les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques, et mentionne dans les pièces écrites leur répartition entre les différents corps d'état ou de métier qui auront à intervenir sur le chantier.

#### **9-3.7.** Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT)

Il est constitué et organisé en application des articles L.453210, 11, 18 et R.453277 à 94 du Code du Travail.

Le coordonnateur SPS élabore le projet de règlement du collège et le remet concomitamment au plan général à joindre au DCE défini au 9-3.4 ci-dessus et dans les conditions similaires.

#### **9-3.8.** Avis sur documents d'études

Le coordonnateur SPS dispose d'un délai de 15 jours, à compter de la réception de chaque document d'étude établi par le maître d'œuvre, pour formuler un avis écrit au maître de l'ouvrage.

#### **9-3.9.** Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)

Le coordonnateur SPS contribue à l'élaboration du/des DCE en proposant au maître de l'ouvrage l'ensemble des éléments, pièces, modèles de documents se rapportant à la sécurité et la protection de la santé des travailleurs sur le chantier et en particulier :

- Les éléments à faire figurer dans les pièces écrites afin de permettre aux entreprises de présenter une offre en toute connaissance des conditions de sécurité et de protection de la santé exigées pour l'opération (notamment les modalités de prise en charge par les différents corps d'état des dispositions retenues) ;
- Les obligations des titulaires des marchés de travaux, et de leurs sous-traitants éventuels, en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- Les modalités pratiques de coopération en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- Le Plan Général de Coordination ;
- Le projet de règlement intérieur du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail.

Pour mener à bien sa mission, le coordonnateur SPS émet, s'il le juge utile, des observations écrites au maître de l'ouvrage sur certains documents de consultation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de chaque document.

### **9-3.10. Analyse des offres**

Le coordonnateur SPS participe à l'analyse des offres, y compris les variantes, effectuée par le maître d'œuvre en ce qu'elles peuvent concerner la Sécurité et la Protection de la Santé des travailleurs.

À l'issue de cette analyse, il communique son avis au maître de l'ouvrage dans un délai de 5 jours.

## **9-4. Décomposition de la mission en phase de réalisation**

### **9-4.1. Coordination des activités**

Le coordonnateur SPS organise entre les différentes entreprises, (y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier), la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations et matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs.

A cet effet, il doit notamment, procéder avec chaque entreprise, y compris sous-traitante, préalablement à l'intervention de celle-ci, à une inspection commune.

Au cours de cette inspection sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs pour l'ensemble de l'opération.

Cette inspection commune a lieu avant remise du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (PPSPS).

L'inspection peut être renouvelée si le coordonnateur SPS le juge nécessaire.

### **9-4.2. Application des mesures de coordination**

Le coordonnateur SPS veille à l'application correcte des mesures de coordination qu'il a définies.

### **9-4.3. Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS)**

Le coordonnateur SPS harmonise et intègre dans le PGCSPS les Plans Particuliers de Sécurité et de protection de la santé des travailleurs (PPSPS) au fur et à mesure de leur élaboration et en avise immédiatement le maître d'œuvre.

Le coordonnateur SPS complète et adapte le PGCSPS en fonction de l'évolution du chantier et en fait mention au Registre Journal de la Coordination.

Il communique au fur et à mesure ces modifications aux titulaires des marchés de travaux.

### **9-4.4. Registre Journal de la Coordination (RJC)**

Le coordonnateur SPS complète et fait viser le RJC conformément aux articles R.4532-38 à 41 du Code du Travail.

Au plus tard à la fin de chaque mois ou dès qu'il le juge nécessaire, le coordonnateur SPS transmet au maître de l'ouvrage et au maître d'œuvre les compléments apportés au RJC depuis le dernier envoi.

#### **9-4.5.** Dossier de maintenance des lieux de travail

Sans objet.

#### **9-4.6.** Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO)

Son cadre est défini par les articles R.4532-95 à 98 du Code du Travail.

Le coordonnateur SPS complète et adapte le DIUO au fur et à mesure de la remise des études d'exécution et de l'avancement du chantier.

Le coordonnateur SPS dispose d'un délai de 15 jours à partir de la remise, par le maître de l'ouvrage, du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) pour assurer la cohérence avec le DIUO et le lui remettre.

En cas de réceptions partielles, le maître de l'ouvrage peut demander un DIUO partiel qui doit lui être remis dans un délai de 15 jours.

#### **9-4.7.** Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT)

Le coordonnateur SPS propose au maître de l'ouvrage la constitution du CISSCT dans les 9 jours qui suivent le début de la (première) période de préparation des travaux, ainsi que toutes modifications ultérieures.

Le coordonnateur SPS assure la présidence et le fonctionnement du CISSCT conformément aux dispositions des articles R.4532-83 et 84 et R.4532-87 à 90 du Code du Travail.

Le président du collège transmet le règlement, dès son adoption, à l'inspecteur du travail ou au fonctionnaire assimilé, au comité régional de l'Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics (OPPBTP) et à l'organisme de sécurité sociale compétent en matière de prévention des risques professionnels.

Le procès-verbal de la séance au cours de laquelle a été adopté le règlement du collège est joint à cette transmission. Ce procès-verbal mentionne les résultats du vote émis à l'occasion de cette adoption.

Le coordonnateur SPS assure l'envoi des procès-verbaux des réunions du collège, dans un délai de 10 jours à compter de la date de la réunion concernée, aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, aux délégués du personnel des entreprises ou établissements intervenant sur le chantier.

Le coordonnateur SPS est tenu de répondre par écrit aux observations qui peuvent lui être formulées par les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, par les délégués du personnel des entreprises ou établissements intervenant sur le chantier, suivant les modalités fixées par le règlement du collège.

#### **9-4.8.** Accès au chantier

Le coordonnateur SPS prend les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier conformément à l'article R.4532-16 du Code du Travail.

#### **9-4.9.** Interférences avec les activités d'exploitation

Les travaux portant sur des ouvrages en exploitation ou situés à proximité d'activités extérieures d'exploitation, le maître de l'ouvrage et le coordonnateur SPS prennent toutes les mesures édictées par l'article R.4532-14 1° du Code du Travail.

Le coordonnateur SPS propose au maître de l'ouvrage les adaptations, à soumettre à l'autorité compétente, des conditions particulières d'exploitation de l'établissement ou de l'ouvrage, notamment en matière de protection incendie.

#### **9-4.10.** Avis sur les documents d'exécution des ouvrages

Le coordonnateur SPS s'assure, en concertation avec le maître d'œuvre et les entreprises, que le projet d'installation de chantier fait apparaître les zones de stockages des bennes (ou autres dispositifs), et les circuits d'évacuation des déchets pendant la période de préparation de chantier.

Pour mener à bien sa mission, s'il l'estime nécessaire, le coordonnateur SPS émet des observations écrites au maître de l'ouvrage sur tout document d'exécution.

#### **9-4.11.** Visites inopinées sur le site des travaux et des installations de chantier

La quantité de visite est estimée à 1 par semaine, en sus de la participation aux réunions de chantier et de la visite qui est réalisée à cette occasion. Chaque visite fait l'objet d'un compte-rendu diffusé dans un délai de 5 jours suivant la tenue de la visite.

### **9-5. Prestation Supplémentaire Éventuelle « Référent crise sanitaire »**

Cette prestation peut être déclenchée par le Maître d'ouvrage en cas de survenue d'une crise sanitaire majeure, de type épidémie ou pandémie, à l'image de la COVID-19.

La ou les personne(s) physique(s) affectée(s) à cette mission sont obligatoirement différente(s) de celle(s) affectée(s) aux missions de coordination SPS.

Cette PSE recouvre une mission de référent crise sanitaire pour le compte du MOA, en cours de période de réalisation des travaux. Cette mission consiste notamment :

- Participation aux différentes réunions : en phase de préparation ou pour préparer la continuité ou la reprise des travaux (selon l'avancée des marchés lors du déclenchement de la missions), aux réunions CISSCT... ;
- Relecture et avis sur les documents des entreprises (y compris sous-traitants), quant aux mesures proposées pour la gestion de crise ;
- Visite préalable des installations de chantier et des zones de travaux avant démarrage ou reprise de ceux-ci – établissement d'un avis formel au maître d'ouvrage sur la conformité de ces éléments ;
- Visites bi hebdomadaires inopinées sur le site des travaux et des installations aux fins de vérification de la bonne application des mesures sanitaires – établissement d'une fiche rapport à l'attention du MOE et du MOA à chaque visite.

Cette prestation peut être déclenchée à tout moment par le MOA, à partir du démarrage de la phase réalisation. Sa durée maximum recouvre donc l'intégralité de la phase réalisation.

## **ARTICLE 10. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCATP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

**a) CCAG de fourniture et service :**



CCATP 1-8.3	déroge à l'article	9.2 du CCAG
CCATP 1-8.4	déroge à l'article	3.6 du CCAG
CCATP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG
CCATP 3-3	déroge à l'article	15.3 du CCAG
CCATP 4	déroge aux articles	14.1.1 et 14.1.2 du CCAG
CCATP 4-2	Déroge à l'article	14.1.1
CCATP 6-3	déroge à l'article	3.4.3 du CCAG
CCATP 7.1.1	déroge à l'article	30.3 du CCAG
CCATP 7.1.2	déroge à l'article	30.2 du CCAG
CCATP 8	déroge à l'article	41.2 du CCAG

**b) CCTG et CPC travaux publics**

**c) Normes françaises homologuées**

**d) Autres normes**